

# NOTRE IMMIGRATION

Par ERNEST BILODEAU.

Ottawa, 19 décembre.

L'immigration revient à l'ordre du jour, avec le mémoire présenté le mois dernier aux ministres provinciaux et rendu public aujourd'hui par le cabinet fédéral. Ce ne sera peut-être pas " la grande pensée du règne "; mais c'en est bien l'espoir suprême, ainsi qu'on peut s'en rendre compte de temps en temps par quelque cri d'inquiétude échappé à une poitrine officielle. On a beau parler, en effet, d'exportation, de recherches scientifiques et de développement des ressources de la nature, le problème se ramène toujours à cette formule rigide que la dette publique s'inscrit à environ deux cents dollars par tête, et qu'elle diminuerait déjà de douze pour cent s'il nous arrivait un million d'immigrants venus partager nos peines et mettre la main à la bêche ; et ainsi de suite, car il n'y a que le premier million qui compte. Avec la vaste organisation à laquelle sir Clifford est sans doute allé donner les derniers coups de pouce, ce sera bien étonnant si nous ne pouvons pas créer un courant de peuples vers nos bords ; le cabinet ne cache pas son désir de puiser surtout dans la population anglaise et personne ne veut le priver de ce plaisir ; mais le mémoire pourvoit aussi à l'immigration venue des pays alliés ou neutres, et pour peu que nous ayons vraiment un sort avantageux à leur offrir, il faut espérer que notre invitation sera acceptée par un grand nombre.

Il est curieux de trouver dans ce document l'admission que les anciennes méthodes de propagande sont devenues désuètes et hors d'usage, et qu'il en faudra employer de nouvelles ; cela ouvre le champ à bien des suppositions. On ne voit pas ce qu'on pourrait ajouter aux efforts des anciens agents d'immigration en Europe, à moins que ce ne soit un usage plus répandu de l'aéroplane et du cinéma ; car pour ce qui est de l'imprimerie, on sait qu'ils ne se faisaient pas faute d'en user et abuser. Dans toutes les réunions publiques tenues en Angleterre et sur le continent, dans chaque exposition, dans les villes et les communes, on retrouvait les brochures de la propagande en faveur du Canada, représenté sous les plus enivrantes couleurs ; l'on n'aurait rien eu à objecter à ces belles promesses si elles avaient été appuyées sur une organisation qui eût pris soin des colons arrivés sur nos bords, et les eût protégés et soutenus pendant les premiers mois, avant qu'ils fussent encore suffisamment acclimatés.

Si les victimes de l'exploitation, de l'incurie et de la misère subies pendant les premiers mois de séjour dans la prairie canadienne rédigeaient et publiaient le récit de leurs aventures, on aurait là, au point de vue de l'horreur, presque le pendant du recueil d'atrocités mises au compte des soldats allemands de 1914 par le vicomte Bryce. Mais heureusement, la prairie est grande et garde bien les cris qu'elle entend.

Et c'est tellement vrai que l'on a enfin ouvert les... oreilles, et que le gouvernement suggère aux provinces de collaborer avec lui à la création d'un Bureau du Bien-Etre des immigrants, dont la mission serait toute protectrice et directrice vers les voies du succès. Nous ne serions pas étonnés d'apprendre que la direction de ce bureau, abstraction faite du ministre qui en prendra les honneurs, fût confiée au spécialiste de Winnipeg, M. Woodsworth, si nous avons bonne mémoire, qui donna sur cette question de fort intéressantes causeries dans les villes canadiennes, il y a une coupe d'années. L'idée mère de ces causeries, c'est qu'il faut cesser de dédaigner et de jeter comme au rebut les qualités qu'apporte chaque immigrant avec lui, par exemple l'amour de la musique chez l'Italien, des arts en général chez le Français, et ainsi de suite ; car ces grandes nations n'ont pas le monopole des vertus populaires et des psychologies respectables et utilisables. Peut-être finira-t-on par comprendre aussi que la conservation des ressources peut bien commencer par celles d'ordre intellectuel, et qu'avant d'aller chercher de la matière de peuple outre-mer, il ne serait pas mauvais de donner un peu d'air libre à celles qui composent déjà le tronc à deux branches de la nation. Et de toute façon, il y a beaucoup plus à réfléchir sur l'avenir moral du pays que ne le peuvent faire en dix sessions un rassemblement de braves garçons poussés par le hasard dans l'enceinte parlementaire. Ce n'est pas trop que d'y convier aussi les neuf Muses provinciales, avec l'espoir d'en tirer autre chose que des chan-

sons; et c'est en tout cas à quoi s'est employé aujourd'hui un honorable anonyme, expert à agir sous couvert comme à chercher pendant plus d'une année les mots qui peuvent le mieux gratter certaines élaboussures persistantes, sans que l'habit en reçoive trop d'accrocs supplémentaires.

A noter en passant que la création prochaine d'un ministère du Bien-Être social a été faite la semaine dernière et qu'on laissait entendre que M. Rowell en serait le titulaire; il est à supposer que le bien-être des immigrants ferait l'objet de l'un des divers services du Bien-Être général, moyennant quoi, sans doute, tout le monde se sentirait bien, à commencer par le ministre, sinon à finir par le contribuable. Mais celui-ci vivra dans une si belle démocratie qu'il aurait vraiment bien tort de se plaindre.

Les deux premières suggestions faites aux provinces ont pour objet de suggérer aux populations ce qu'on pourrait appeler l'esprit colonisateur et défricheur, qui aurait un double but: "ouvrir" des terres nouvelles, et décongestionner les villes; la troisième insiste encore sur ce point: on éviterait ainsi, dit-elle, de jeter un surplus de travailleurs dans les centres urbains.

Car on craint ce danger encore plus que l'abandon des terres cultivables; ce dernier inconvénient n'est en somme que passif, on n'a à souffrir que d'absence de production, ou comme on dit en Bourse de "manque à gagner dans la fortune publique"; tandis que rien n'est "actif" et réclamant une solution urgente comme une menaçante procession de sans-travail dans les rues d'une agglomération urbaine. C'est ce qui arrivait déjà en 1914, du fait de la politique d'immigration inconsidérée des années précédentes; et c'est ce dont on a eu tellement peur alors à Ottawa que l'on cherche par tous les moyens à en éviter la répétition, pourtant assez possible avec les trois cent mille hommes qui nous reviennent avec une hâte, imprévue comme le reste de ce qui arrive au gouvernement. Et l'un des moyens de détourner les reproches, sinon le péril, c'était évidemment de jeter à l'avance une part du blâme sur l'inertie des pouvoirs provinciaux; M. Rowell n'était pas pour oublier d'y penser. Et la parade, ou le coup de barre suivant est maintenant aux législatures.

Elles ne pourront guère qu'obtempérer et se rendre à l'invite qui leur est faite de mettre la main au pâté; l'heure est assez grave pour que personne ne soit exempt d'apporter son concours, à la tâche commune.

**Ernest BILGDEAU.**